

Le cas Lituanien

« Dans cette bataille tristement inégale, Moscou est à elle-même son pire ennemi »

- *Vytautas Landsbergis, président de la République de Lituanie*

(26 avril 1990, *Le Figaro*)



La Lituanie est la petite République située au sud des deux autres États baltes, sur la rive orientale de la Baltique. Elle est entourée de la Pologne, la Lettonie, la Biélorussie et la Russie. Ce petit État couvre 65 200 km² (le Québec : 1 500 000 km²) et il est le plus grand des États baltes. En 1989, la Lituanie compte environ 3 728 000 personnes dont 81,4 % parlent le lituanien, 8,3 % russe et 6,9 % polonais. Ces russes et polonais constituent alors les deux principales minorités nationales de la Lituanie.

Le cas lituanien est en plusieurs points semblable, dans la structure comme dans la séquence des événements, aux cas estonien et letton. Ces États, tant par leur ressemblance physique que leur proximité géographique — mises-à-part les différences culturelles et linguistiques — sont liés par l'histoire depuis plusieurs siècles. Les événements de 1988-91 ne font pas exception.

En 1986-87, les réformes politiques de Mikhaïl Gorbatchev, Secrétaire général au Politburo du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) — la *glasnost* (transparence des débats et des décisions) et la *perestroïka* (restructuration ou reconstruction) — jettent les bases (involontaires) de l'émergence de mouvements indépendantistes dans toutes les républiques baltes. Le mouvement indépendantiste lituanien se nomme *Sajudis*. Les gestes de souveraineté posés par *Sajudis* une fois élu et l'essentiel de son combat ressemblent en tout point à ceux des autres états baltes, si ce n'est que ceux-ci procédaient d'une détermination beaucoup plus solide.

De fin 88 à début 89, *Sajudis* procède à la réintroduction du drapeau lituanien, de la langue lituanienne et de l'hymne *kudriki* comme symboles et règlements officiels de l'État. Le 9 avril 1989, les lituaniens envoient 36 *Sajudis* sur 39 au Congrès des députés du peuple de l'URSS. Sous cette pression, le Soviet suprême de la RSS de Lituanie proclame sa souveraineté le 18 mai suivant. Sans élection ni référendum.

De pair avec les Estoniens et les Lettons, Les lituaniens modifient leur constitution de cet article qui affirme que :

« Ne sont en vigueur en RSS de Lituanie que les lois adoptées par son Soviet suprême ou par voie de référendum. Les lois de l'URSS et les actes juridiques des organes du pouvoir et de l'administration d'État n'entrent en vigueur sur le

territoire de la RSS de Lituanie qu'après leur ratification par le Soviet suprême de la RSS de Lituanie et leur enregistrement selon la procédure fixée. Leur effet peut-être limitée ou suspendue par arrêté du Soviet suprême de la RSS de Lituanie.¹ »

De plus, la déclaration de souveraineté stipule qu'« à l'avenir, les relations avec l'URSS et les autres États doivent être établies uniquement sur la base de traités entre États² ».

Le cadre légal étant établi, le gouvernement lituanien développe davantage la stratégie symbolique de l'annexion illégale. Durant l'année 1989, une commission du Soviet suprême de Lituanie obtient, grâce aux pressions politiques des RSS baltes et la crédibilité de la *glasnost* en cause, les clauses de l'accord Molotov-Von Ribbentrop et ses protocoles secrets qui jeta dans le goulag russe les États baltes. Suite à l'étude desdits documents, la commission lituanienne conclu à l'illégalité des documents en question et de l'annexion puisque « la demande soviétique d'un changement immédiat dans le gouvernement Lituanien a violé grossièrement le principe universellement reconnu de non-interférence dans les affaires intérieures d'un État [souverain]³ ». Suite à cela, le Soviet suprême de la RSS de Lituanie juge illégale son annexion en URSS dans un vote le 7 février 1990, juste avant l'élection au Soviet suprême de la RSS.

Dans le déroulement de l'agenda « électorale », le rôle dirigeant du PC de la Lituanie est abrogé. Cela équivaut à la cessation de la dictature du parti unique qu'était le Parti communiste, notamment en RSS de Lituanie. De plus, dès les 20 et 21 décembre 1989, le Parti Communiste de la Lituanie se déclare indépendant du PCUS à 1033 voix contre 855. Mais cette action des communistes tout comme la déclaration de souveraineté faite par ces mêmes communistes, n'empêcha pas les *Sajudis* de remporter près de 75 % des sièges lors de l'élection de février. Tout ça, malgré l'ambivalence du peuple Lituanien quant à l'indépendance, plus préoccupé par la démocratie et les droits de l'Homme.

Dès le début de la session, le 10 mars, Vitaustas Landersbergis (*Sajudis*), musicologue réputé, est élu président du Soviet suprême par 91 voix des 125 exprimées. Le lendemain même, le 11 mars 1990, l'indépendance est proclamée. Les choses s'accélèrent. Une loi fondamentale provisoire — de nature constitutionnelle — de 132 articles est votée. Le 15 mars, le Congrès des députés de l'URSS exige le respect des lois de l'URSS, sous la menace d'exiger le remboursement intégral de tous les investissements soviétiques en RSS de Lituanie depuis son annexion. L'URSS en rajoute dans un florilège de revendications toutes plus inacceptables les unes que les autres.

La réponse de Landersbergis est sans équivoque. La Lituanie commet une déclaration en trois points :

¹ LOROT, Pascal, *Les pays baltes*, Presses universitaires de France, Que sais-je?, 1991. p.100

² Ibidem

³ Ibid. p.101

1. « l'arrêté du Congrès (URSS) sur l'absence d'effet de la décision du Soviet suprême de la République de Lituanie n'a pas de fondement juridique;
2. « les droits de l'homme en Lituanie sont garantis par les lois de la République de Lituanie qui correspondent aux normes et accords internationaux universellement reconnus et sont défendus par le gouvernement et les tribunaux de la République de Lituanie. Les intérêts légaux de l'URSS en Lituanie doivent être fixés concrètement par voie de négociation et ils seront soigneusement respectés par la République de Lituanie;
3. « l'État lituanien prend les mesures nécessaires afin que la loi et l'ordre juridique ne soient pas violés sur le territoire de la République de Lituanie.⁴ »

Les gestes de souveraineté — car c'est bien de cela qu'il s'agit — dont il est ici question sont d'ordre juridique, administratif et fiscal. Cela les rend éminemment déterminants. À partir de ce moment précis, une nouvelle société se structure et s'organise définitivement, parfaitement en marge de l'ensemble soviétique. Ce sont ces gestes précis qui en constitue l'essence même, bien plus qu'une quelconque déclaration. Moscou sera ensuite pressé d'agir afin d'empêcher le détachement trop durable de la petite société baltique, désormais nation, peuple, République à part entière, et sujet de droit international.

Dès lors, Moscou jongle avec l'idée de faire intervenir l'armée, de débarquer, purement et simplement. L'Union Soviétique excellant dans ce genre cette forme d'intervention (Hongrie – 1956 ; Tchécoslovaquie – 1968), il est évident que le Kremlin y réfléchit. Cette option est cependant vite écartée en raison des répercussions qu'elle pourrait entraîner au niveau international. Aussi, les réformes économiques et politiques chères à Gorbatchev nécessitent le concours occidental. Alors, le choix du blocus économique est instauré, politique impossible dans des économies capitalistes et ouvertes. L'on en constate l'effet pervers dès le 18 avril 1990. En effet, dans une économie aussi centralisée que celle de l'URSS, Moscou n'a qu'à cesser l'approvisionnement en pétrole brut et en gaz naturel pour étouffer complètement la petite République. Des 18,5 millions de mètres cubes de gaz que recevait normalement la Lituanie chaque jour, elle ne reçoit plus que 3,5 millions au creux de la crise. Les usines ferment faute d'énergie, le chômage augmente et, graduellement, le désordre social commencent à se faire sentir. Landsbergis cherche d'autres fournisseurs en Occident, mais ces derniers — quoique sympathiques à la cause Lituanienne — ne veulent pas sacrifier la détente Est-Ouest puisqu'il « ne fallait pas déstabiliser Mikhaël Gorbatchev aux prises avec son opposition intérieure qui l'accusait de brader les acquis du socialisme.⁵ » C'est dans ces conditions que les estoniens (30 mars) et les lettons (4 mai) déclarèrent l'indépendance de leur République respective. Le Conseil baltique fut aussitôt créé (13 mai) dans le but de coordonner les actions politiques et, surtout, d'organiser la coopération économique afin de résister aux assauts soviétiques et de consolider leur souveraineté nouvelle.

⁴ Ibid. pp. 107-108

⁵ Ibid. p.109

Cet affaiblissement économique força Landsbergis à chercher un compromis, sans mettre de côté la question de l'indépendance. La France et l'Allemagne invitèrent la Lituanie à suspendre un temps les effets de l'indépendance (26 avril 1990), ce qui est interprété différemment entre Vilnius et Moscou. Landsbergis voit dans cette initiative une volonté de régler le conflit par la négociation, mais Moscou y voit un encouragement à la fermeté. Le 23 mai, après plus d'un mois de blocus, le Parlement lituanien suspend les effets de la déclaration du 11 mars. Suite à une rencontre entre les trois présidents baltes et Gorbatchev, l'embargo est partiellement levé le 13 juin. La levée complète est conditionnelle à un moratoire sur la déclaration d'indépendance du 29 juin, moratoire d'une durée de 100 jours. Les livraisons de pétrole et de gaz sont rétablies graduellement, malgré l'insatisfaction de Gorbatchev exigeant le retrait complet de toute déclaration d'indépendance. Dès ce moment, il devient clair que Moscou cherche à gagner du temps.

Par la suite des choses se complique.

« Malgré la détermination des dirigeants baltes à affirmer leur droit à l'indépendance, droit appuyé par le caractère démocratique des élections qui les ont portés à la tête de leurs républiques, la direction soviétique ne renonça pas à faire rentrer cette région dans l'ordre soviétique.⁶ »

En effet, à partir de l'été 1990, le débat sur la réforme économique voit le rejet de la formule radicale dite des 500 jours, affaiblissant ainsi Gorbatchev face aux réformateurs. L'indécision au sein du gouvernement soviétique quant à la teneur des réformes économiques amène un durcissement de ce dernier en décembre. Les conservateurs menacent de démissionner si le plan est adopté. Abandonné par les réformateurs — démission d'Édouard Chevardnadze le 20 décembre — puis attaqué par Boris Eltsine, président de Russie, Gorbatchev décide de s'appuyer sur les éléments conservateurs du Kremlin — soit les nostalgiques de l'ancien régime, l'armée et le KGB — puis décide finalement, en décembre, de reprendre les États baltes.

Dès lors, Moscou organisa la révolte des communistes en Lituanie. La politique d'intimidation — rencontre de 500 cadres du Parti communiste à Riga le 21 décembre 1990 — conduit à l'escalade puis à l'affrontement. Il y a aussi des manœuvres militaires de l'Armée rouge dans les pays baltes — sous couvert « officiel » d'opération de conscription légale de déserteurs ayant manqué à exécuter leur devoir. Le 8 janvier, plus de 5 000 russes d'*Edintsvo* (Unité) marchent sur le Parlement de Vilnius, rien de spontané. Suite à cet assaut, Landsbergis lance un appel à la radio afin de rassembler la population autour du Parlement. Plusieurs milliers de lituaniens répondent à l'appel. Le 13 janvier, un comité de salut national annonce sa prise de pouvoir en Lituanie au nom de l'ordre à restaurer. Tous le devinent, ce sont des communistes aidés par l'armée. Moscou usait du même « remède » administré à la Hongrie en 1956 et à la Tchécoslovaquie 1968.

La communauté internationale condamne fermement l'attaque, d'autant plus que personne ne s'attendait à une répétition des événements à Riga une semaine plus tard.

⁶ LOROT, P., *Le réveil balte*, Hachette, Paris, 1991, p.75

Dès lors, l'Occident comprend le virage de Gorbatchev, tout comme l'ensemble des forces démocratiques et réformistes en URSS. Il semble évident que ces agressions n'étaient que la partie visible de l'iceberg et s'exécutaient en fonction d'une stratégie plus globale contre les réformateurs. Il semblait évident que Gorbatchev était coincé. Mais le Parlement tint bon et Landsbergis, pragmatique :

« Si le Parlement n'est pas attaqué, il faut s'attendre à une vague de terreur et de provocations plus subtiles. Ceux qui nous veulent du mal tenteront d'effrayer les Russes, les militaires stationnés ici et leurs familles. Leur but est de discréditer le Parlement dont le prestige est très grand. Nous devons être tout à fait conscients de l'endroit où passait la ligne de front. Pas à l'intérieur du Parlement, ou de la République, mais entre la petite Lituanie et l'URSS.⁷ »

Face aux menaces de perpétuation des problèmes, des constats de faiblesses se dégagent de la direction soviétique. En effet, le putsch est, malgré tout, un échec. Algirdas Saudargas, ministre des Affaires étrangères de Lituanie, finit par préconiser la fermeté et la poursuite de la lutte pour l'indépendance :

« Depuis quelque deux ans que je suis responsable des relations extérieures de mon pays, je n'ai cessé d'entendre des invitations au réalisme, des appels à la realpolitik. On voit le résultat aujourd'hui : les faits sont cruels. Mais nous aussi sommes des réalistes, et nous prenons la situation telle qu'elle est. L'offensive de ce mois de janvier s'est soldée par plusieurs morts, mais, bien que soigneusement préparée, elle a échoué, et nous constatons que la machine de guerre soviétique vacille : à preuve les réactions peu claires de Gorbatchev.⁸ »

Ces événements ont l'effet totalement inverse de ce que Moscou désirait : ils ont déterminé les populations dans leur volonté d'indépendance. Même les « modérés » changent d'avis. Selon le recteur de l'université de Vilnius, — Rolandos Pavilionis ancien membre du PC et indépendantiste « modéré » — affirme que « l'idée d'indépendance à tout prix n'était pas acceptée par tout le monde; maintenant, les choses sont différentes⁹ ».

Sentant les choses bouger et appréhendant la réaction négative de l'Occident, Gorbatchev annonce l'organisation d'un référendum pan-soviétique sur la réforme de l'Union le 17 mars. La question était piégée et ambiguë pour les baltes :

« Jugez-vous nécessaire de préserver l'Union des républiques socialistes soviétiques en tant que fédération renouvelée de républiques égales et souveraines dans lesquelles les droits et les libertés de tout citoyens, indépendamment de son origine ethnique, seront entièrement garantis? »

⁷ Ibid. p.87

⁸ Ibid. p.88

⁹ Ibid. p.90 cit. Le Monde, 12 février 1991

Elle laissait supposer, à la suite d'un OUI, que Moscou se sentirait légitime de « préserver » l'Union tout en appliquant ses réformes. Landsbergis est éloquent quant à sa méfiance face au référendum soviétique :

« Je crois qu'il sera le prétexte d'un écrasement des forces démocratiques de ce pays. En fait, ils vont annoncer les résultats du référendum sur l'ensemble du pays, en déclarant que la Lituanie aura voté parce que des militaires et des familles se seront rendus aux urnes. Ensuite, ils diront que la majorité du pays s'est déclarée en faveur de l'Union soviétique, rénovée, certes. Enfin, au nom du peuple soviétique, ils enverront les chars. C'est le bon vieux système. Selon moi, c'est le seul but de ce prétendu référendum.¹⁰ »

Ce à quoi il ajoute, concernant la légalité de l'approche de Moscou :

« Ce référendum est celui d'un État étranger, et il est mis en place selon les lois d'un État étranger. L'organiser serait appliquer les lois d'un autre pays, et donc aller à l'encontre de notre Constitution.¹¹ »

En opposition, la Lituanie organisa un « sondage officiel » le 9 février — avant le référendum soviétique — dont la question est :

« Êtes-vous pour un État lituanien, une république indépendante et démocratique ? »

Les résultats sont positifs pour les indépendantistes, soit 90,5 % de 85 % des électeurs inscrits. Ces résultats sont liés aux événements précédant le référendum. Ces résultats constituent le fruit mûr des *gestes de souveraineté*. Ces événements influencèrent aussi le résultat du vote des deux autres États baltes, le 3 mars.

Sans l'oppression soviétique, les États baltes n'avaient pas l'intention d'organiser de référendum. Et ce même après ladite oppression. Cependant, l'organisation d'une consultation de la part des soviétiques à l'échelle de l'URSS les incitèrent à organiser le même genre de consultation nommée « sondage officiel » afin de s'assurer du maintien de l'initiative en cas d'échec.

Finalement, le 23 avril 1991, neuf républiques s'entendent avec Moscou, six autres refusent de négocier, dont, les trois États baltes. Le bras de fer se poursuit jusqu'au putsch manqué d'août, où l'effondrement du régime soviétique accorde enfin la liberté à tous les états baltes.

L'indépendance du Québec

L'importance de ce cas est évidente. Il faut d'emblée affirmer que le Canada n'a pas la culture militaire soviétique, du moins en ce qui a trait à la politique — oublions donc un instant Octobre. Même l'Union Soviétique, belliqueuse par nature, a longtemps hésité à

¹⁰ Ibid. p.90

¹¹ Ibid. p.90

envoyer les troupes. Même lorsqu'elle l'a fait, c'est en cachant le véritable motif des manœuvres. La communauté internationale n'en a jamais été dupe.

De plus, l'étouffement économique total de l'État sécessionniste ne peut se reproduire ici, au Québec, étant donné le fait que les rennes de l'économie ne sont pas entre les seules mains de l'État. Les impacts « collatéraux » des économies voisines, dynamique évidente dans les économies intégrées, seront nécessairement moins importants ici que là-bas, voire inexistantes.

Or, malgré ces difficultés innommables, Landsbergis a réussi à mener son peuple à l'indépendance. Les gestes de souveraineté ont été fondamentaux. Ces gestes concernaient les symboles, la judicature, l'administration et la fiscalité. Landsbergis a agit dès l'élection. Le cas lituanien, face à ceux des autres États baltes, démontre l'importance fondamentale des gestes de souveraineté dans le processus d'accession à la souveraineté d'un nouvel État et leurs effets sur l'État subissant la sécession. Ces gestes agissent sur l'effectivité du gouvernement et du Parlement dont il est issu en rapport au peuple qu'il gouverne. Contre l'Union soviétique — ce qui, en soi est bien pire que le Canada — la lutte pour l'indépendance de la Lituanie a été longue et difficile. Il s'agissait là, alors, de s'affranchir d'un immense empire, encore très solide.

Les gestes de souveraineté ont permis de suspendre l'autorité soviétique dans ces États. La suspension de l'autorité de l'état prédécesseur — l'État colonial, l'État conquérant, l'État d'un autre peuple — constitue la prémisse essentielle à la libération nationale, à la libération d'un peuple. Même si les lituaniens sont demeurés ambigus sur la nécessité à tout prix de l'indépendance, le fait d'avoir un véritable gouvernement national à Vilnius fut la clef de voute de la réussite lituanienne. Un véritable gouvernement nationale ne joue pas que sur les symboles. Un véritable gouvernement nationale doit comprendre parfaitement la logique internationale et les enjeux politiques s'y rattachant.

Ce n'est pas par hasard si le Président de la Lituanie, Vaitas Landsbergis affirmait en pleine crise : « Dans cette bataille tristement inégale, Moscou est à elle-même son pire ennemi. ». Sun Tsu affirmait bien avant lui : « S'attaquer non à l'adversaire mais à sa stratégie. ». Voilà pourquoi la petite République de Lituanie a réussi l'impossible. Il faut demeurer objectif. Il faut ne pas perdre de vue l'essentiel. Seul un gouvernement élu par le peuple et pour le peuple peut défendre les intérêts du peuple. Or, l'indépendance, c'est justement ça : l'intérêt du peuple.

Il faut en prendre acte.

Willie Gagnon, Linguiste
Communication
MES

Sasha-A. Gauthier
Présidence
MES